

Direction de l'action sociale  
Sous-direction du travail social et des institutions sociales  
Sous-direction du développement social, de la famille et de l'enfance

## **Circulaire DAS/DSFE/TS 2 n° 98-774 du 30 décembre 1998 relative à la campagne budgétaire 1999 des centres d'hébergement et de réinsertion sociale**

AS 3 36  
334

NOR : MESA9830597C  
(Texte non paru au *Journal officiel*)

### Références :

Projet de loi de finances pour 1999 ;  
Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;  
Circulaire du 19 novembre 1998 relative à l'accueil et l'hébergement des personnes sans domicile fixe ;  
Circulaire DAS/TS2/DSFE n° 97-836 du 29 décembre 1997 relative à la campagne budgétaire 1998 des CHRS.

*La ministre de l'emploi et de la solidarité à Madame et Messieurs les préfets de région (direction régionale des affaires sanitaires et sociales) ; Mesdames et Messieurs les préfets de département (direction départementales des affaires sanitaires et sociales) ; Mesdames et Messieurs les directeurs d'agence régionale d'hospitalisation (pour information)*

L'exercice 1999 sera marqué par la mise en œuvre de la loi du 29 juillet 1998 susvisée, et du programme de prévention et de lutte contre les exclusions.

### 1. Les nouvelles missions des structures d'hébergement et de réinsertion

L'article 157 de la loi susvisée du 29 juillet 1998 modifie le 8° de l'article 3 de la loi du 30 juin 1975 et prévoit que relèvent désormais de cette loi :

« Les structures et services comportant ou non un hébergement assurant, avec le concours de travailleurs sociaux et d'équipes pluridisciplinaires, l'accueil, notamment dans les situations d'urgence, le soutien ou l'accompagnement social, l'adaptation à la vie active et l'insertion sociale et professionnelle des personnes ou des familles en détresse. »

Une assise légale est ainsi donnée aux divers outils que l'évolution des besoins a rendu nécessaires : secours mobiles, accueils de jour, services d'accueil et d'orientation (SAO), ateliers et CAVA, services d'accompagnement social...

Ces dispositions renforcent la globalité des formes de réponses mobilisables selon les besoins et la nécessaire recherche de complémentarité qui doit guider la mise en œuvre coordonnée des interventions sur le terrain.

La loi précitée modifie également l'article 185 du CFAS relatif aux CHRS et précise que les CHRS assurent tout ou partie des missions définies par l'article 3-8° de la loi du 30 juin 1975 citée ci-dessus.

Toutefois, la reconnaissance législative de ces différentes missions n'en fait pas pour autant des institutions relevant nécessairement d'un financement au titre de l'aide sociale de l'État. L'arrêté du préfet portant autorisation peut en effet stipuler que la structure n'est pas habilitée à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Par ailleurs, afin de préserver la souplesse nécessaire, ces dispositifs étant par nature évolutifs, le projet de réforme de la loi de 1975 prévoit un régime déclaratif pour les structures d'urgence sociale, en particulier pour celles ayant un caractère saisonnier.

Dans la période actuelle et dans l'attente de la mise en œuvre de ces modifications législatives, il y a lieu de se reporter au régime de l'autorisation décrit plus haut qui comporte ou non habilitation à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Il convient de rappeler par ailleurs que l'aide sociale a un caractère subsidiaire et qu'en conséquence il doit être fait appel à des cofinancements, chaque fois que cela est possible.

Enfin, à titre d'information vous trouverez en annexe 6, un document élaboré par un groupe de travail piloté par la DAS, en vue de cadrer les relations conventionnelles entre les CHRS et les lieux de vie.

## 2. L'extension du dispositif CHRS

### 2.1. Les objectifs des créations de places en 1999

La loi de finances pour 1999 prévoit la création de 500 places supplémentaires de CHRS. Cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre du programme de prévention et de lutte contre les exclusions (500 places en 1999 et 500 places en 2000), est principalement destinée à poursuivre l'action, entreprise en 1997, de transformation en places de CHRS (financées sur le chapitre 46-23) de places d'hébergement d'urgence - jusque-là financées sur des crédits non pérennes. Ces transformations permettront de supprimer l'hébergement collectif et de respecter le droit à la dignité rappelé dans la loi.

Comme cela avait été précisé à l'occasion des créations de places en 1998, ces transformations doivent permettre d'offrir une meilleure prestation que celle qui était offerte précédemment. Un bilan social des personnes accueillies doit être réalisé ainsi que leur accompagnement dans une démarche d'insertion. Cela suppose que le centre reste ouvert dans la journée et ceci pendant toute l'année.

Si localement cela s'avère opportun, certaines extensions de CHRS peuvent être retenues ainsi que la transformation de dispositifs « périphériques », tels que définis par l'article 3-8 modifié de la loi du 30 juin 1975 et qui étaient financés de façon non pérenne.

La création de places « ex nihilo » doit être tout à fait exceptionnelle.

### 2.2. Les publics

Les publics prioritaires au niveau national sont :

- les familles et les adultes seuls avec enfants dans la perspective d'assurer le respect du droit à une vie familiale ainsi que le prévoit l'article 124 de la loi du 29 juillet 1998 précitée. Le projet doit être étudié en liaison étroite avec le département et celui-ci doit apporter sa contribution financière s'il s'agit de parents isolés accompagnés d'enfants de moins de 3 ans ;
- les jeunes très désocialisés et sans ressources.

Le choix des publics à privilégier doit, bien entendu, tenir compte des réalités locales et des priorités dégagées dans les schémas départementaux.

### 2.3. Les types d'hébergement

Les structures doivent être à taille humaine afin de favoriser l'autonomie des personnes. Il y aura lieu de privilégier, au plus proche des modes d'habitat habituels, les formules telles que les baux glissants qui évitent de nouvelles ruptures. Il est rappelé que les places ALT ne peuvent être créées au titre des CHRS.

### 2.3.1. Les conditions requises pour la création de dispositifs « périphériques »

La création des dispositifs « périphériques » - tels que définis par l'article 3-8 modifié de la loi du 30 juin 1975 - suppose que certaines conditions soient remplies. L'objectif de la loi n'est pas de rigidifier des dispositifs financés jusqu'alors sur le chapitre 47-21 art. 70 en leur donnant une forme trop institutionnelle. Il convient donc d'étudier, au cas par cas, en fonction des moyens supplémentaires alloués à la région et des données locales, quelles sont les priorités à établir en vue du meilleur service possible des usagers. Par ailleurs, toute démarche d'insertion doit s'enraciner dans des solidarités de proximité, au plus près des modes et des lieux d'existence des personnes, aussi est-il nécessaire que ces structures continuent à recevoir des financements des collectivités locales.

Enfin, ne seront retenues que des structures juridiquement rattachées à un CHRS.

### 2.3.2. Secours mobiles

Ces dispositifs - de type samu social - ne peuvent être créés dans le cadre des présentes créations de places que de façon exceptionnelle et dans la mesure où ils s'inscrivent dans une démarche partenariale afin de répondre à un besoin important sur un territoire donné.

### 2.3.3. SAO et dispositifs de veille sociale

Dans un certain nombre de départements, un SAO (Service d'Accueil et d'Orientation) fonctionne déjà de façon partenariale et remplit tout ou partie des missions prévues par l'article 157-III de la loi du 29 juillet 1998. Dans les départements où ce dispositif n'existerait pas ou serait financé de façon très précaire, une partie de la dotation régionale pourrait y être affectée.

Ce service ne doit pas être gestionnaire direct de places d'hébergement s'il veut préserver la neutralité inhérente à ses fonctions. Une unité opérationnelle et fonctionnelle devra être recherchée entre le numéro d'appel d'urgence 115, le dispositif de secours mobile et le SAO d'une part et les structures d'hébergement d'urgence d'autre part.

Il convient de souligner à ce sujet, qu'il s'agit d'un dispositif de coordination légère destinée à articuler l'action des différents partenaires, et non d'une structure lourde de gestion.

À cet égard, les CHRS devront être clairement impliqués dans ce dispositif soit en contribuant à la mise à disposition d'un certain nombre de places d'hébergement d'urgence, soit, par exemple, en mutualisant le financement de travailleurs sociaux qui peuvent être chargés de l'animation du réseau et du relais entre les structures d'urgence, les CHRS et les partenaires de droit commun lorsque les personnes entreprennent une démarche d'insertion.

### 2.3.4. Accueils de jour

Les accueils de jour doivent remplir des fonctions significatives d'accueil, de premier dépannage, d'orientation, d'accès aux soins... Ils s'inscrivent dans une politique territoriale au profit d'une population en grande difficulté.

### 2.3.5. Services d'accompagnement social

L'hébergement d'une personne ou d'une famille peut parfois être évité si un accompagnement social est proposé : lorsqu'il y a menace d'expulsion, le CHRS peut servir d'interface vis à vis du propriétaire. De manière générale, la sortie accélérée du CHRS fait entrer les personnes plus rapidement dans une démarche d'autonomie.

Autant que possible cet accompagnement doit être de courte durée et le relais doit être pris dès que possible par le service social départemental, dans une perspective de retour vers le droit commun.

### 2.3.6. Ateliers de CHRS

La création d'ateliers d'insertion peut être retenue si le projet est solide et relève d'un CHRS. Ces projets doivent être étudiés avec beaucoup d'attention car l'accès à l'autonomie suppose que la démarche d'insertion vers le travail s'effectue à l'extérieur du CHRS. En tout état de cause, les publics concernés sont ceux qui, compte tenu de leurs difficultés, ne sont pas en mesure d'être admis dans une autre structure d'insertion par l'économique. La durée de prise en charge doit être courte.

### 2.4. Le pilotage par les DDASS et les DRASS

La loi relative à la lutte contre les exclusions inscrit l'action sociale dans une démarche résolument partenariale et suppose une approche globale de l'action de l'État sur un territoire donné. L'ouverture des CHRS à des missions qui jusque-là n'avaient pas de support juridique, suppose un engagement fort des DDASS et des DRASS qui se trouvent confortées dans leurs missions de pilotage, de planification et de coordination des politiques sociales. L'élaboration des schémas de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion (schémas CHRS 2<sup>e</sup> génération) doit être l'occasion d'un travail partenarial approfondi qui intègre cette nouvelle définition des CHRS.

Les solutions souhaitables ne se posent pas a priori en termes d'accroissement des équipements traditionnels mais souvent en termes de réaffectation de moyens au profit des besoins nouveaux.

### 2.5. La fixation des dotations régionales par la DAS

Comme en 1998, les critères d'allocation des ressources ont été choisis afin que les créations de places contribuent à un rééquilibrage entre les différentes régions. À cette fin, le calcul des dotations régionales notifiées en annexe 1 repose sur 5 indicateurs déterminés à l'issue d'un groupe de travail associant la DAS et des DRASS, à savoir : la population de 0-59 ans modulée par le taux d'équipement en CHRS (nombre de places/1 000 RMIstes), le taux de chômage des moins de 25 ans, le prix de revient à la place et le taux d'occupation des CHRS.

Au cas où la dotation régionale ainsi déterminée et allouée dépasserait les capacités de mise en œuvre rapide des départements, la DRASS concernée devrait le signaler au bureau TS2 avant le 15 février 1999 afin qu'un ajustement soit opéré : le programme de lutte contre les exclusions emporte en effet une obligation de résultat, et, compte tenu de la priorité gouvernementale qui lui est affecté, il ne saurait être accepté que les mesures nouvelles disponibles en 1999 ne soient pas intégralement consommées de la façon la plus pertinente.

### 2.6. La procédure de gestion des mesures nouvelles

La procédure est la même que celle retenue en 1998 (circulaire n° 97-836 du 29 décembre 1997). Dans le cadre de la déconcentration, il appartient aux préfets de région (DRASS) de répartir la dotation régionale fixée par la DAS. Pour ce faire :

- les préfets de département (DDASS) font connaître au préfet de région (DRASS) le(s) projet(s) qu'ils souhaitent retenir, en les classant par ordre de priorité s'il y a plusieurs projets ;
- les préfets de région (DRASS) analysent les projets qui leur auront été soumis et, dans leurs arbitrages, s'attacheront à ce que ces créations de places contribuent à une meilleure répartition entre départements en fonction des besoins réels et des contextes locaux (situations socio-économiques, zones de passage...). Le montant de la dotation à répartir étant limité, il y aura lieu de ne retenir que des opérations significatives et d'éviter un trop grand éparpillement, étant entendu toutefois que des opérations peu coûteuses peuvent être très utiles, surtout dans le cadre de transformations de places où les cofinancements des autres collectivités doivent être maintenus.

Après avis du CTRI et de la CAR, les préfets de région (DRASS) transmettront à la DAS (bureau TS2) avant le 1<sup>er</sup> mars 1999 le tableau joint en annexe 2 pour délégation de crédits aux DDASS. Les crédits seront délégués sur 9 mois.

## 2.7. La notion de place

Dans l'attente de la grille d'évaluation qualitative des dispositifs d'hébergement sous tutelle DDASS et la version 2 du tableau de bord, il y a lieu de préciser les notions suivantes :

- hébergement : ne sont prises en compte que les places d'hébergement, quel que soit le mode d'hébergement (une place = une personne, adulte ou enfant) ;
- ateliers : les places seront distinguées de celles du CHRS afin d'éviter les doubles comptes ;
- SAO et accueils de jour : nombre de passages sur un an (une personne qui est passée 2 fois = 2 passages) ;
- secours mobile : nombre de personnes secourues sur un an ;
- accompagnement social : nombre de familles accompagnées sur un an.

Par ailleurs, le bilan des créations de places de CHRS de 1995 à 1998 vous sera communiqué par messagerie, après que toutes les remontées soient parvenues à la DAS, accompagné de la synthèse de la récente enquête DAS/DHC relative aux places d'hébergement et aux aides au logement.

## 2.8. Les schémas de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion

Faisant suite aux journées de décembre 1997 qui ont permis un bilan global des schémas CHRS de première génération, la démarche se poursuit sur les bases suivantes :

- champ d'étude : recherche d'une synergie optimale entre les dispositifs d'urgence sociale, d'hébergement et de logement temporaire et d'insertion (ateliers, CAVA) et entre ces dispositifs et ceux du logement-relais, compte tenu des réalités de terrain ;
- articulation des échelons centraux, régionaux et départementaux tout au long de la démarche qui sera évaluée localement et nationalement à son terme (fin 2000) ;
- association, aux différents niveaux de pilotage, de l'ensemble des partenaires (publics, institutionnels et associatifs) ;
- élaboration d'une synthèse régionale mettant en perspective et relevant les traits dominants des bilans, des schémas d'évolution et des plans d'action départementaux.

Afin d'aider et d'encadrer ces travaux, des outils d'analyse et d'évaluation communs seront proposés (indicateurs de précarité, nomenclatures des fonctions, etc.) ainsi qu'un guide méthodologique.

Enfin, la tenue d'une série de journées interrégionales d'information entre le 15 janvier et le 20 février 1999 précédera le lancement de la démarche prévue mi-mars 1999.

## 3. La gestion des enveloppes

### 3.1. La légalisation du principe d'opposabilité

Le principe de l'opposabilité de dotations de crédits régionales et départementales limitatives est désormais inscrit dans la loi de finances pour 1999, ainsi que dans la loi de financement de la sécurité sociale.

Sa mise en œuvre appellera l'édition d'un texte réglementaire et d'instructions spécifiques. L'année 1999 est à cet égard une année de transition.

Dans l'attente, les textes législatifs sont cependant suffisamment précis pour que le contexte de la campagne budgétaire de 1999 soit modifié : la négociation avec les établissements pourra s'appuyer sur les possibilités de financement existantes eu égard aux dotations départementales.

Il reste que ce nouveau dispositif d'allocation des ressources n'autorise en aucun cas à appliquer un taux de progression indifférencié. L'examen individuel de chaque budget doit être fait au regard de la mission et des moyens de la structure et de la comparaison avec les ratios nationaux et locaux correspondants aux mêmes types de prise en charge.

### 3.2. La procédure et le calendrier de la répartition des moyens

Une dotation représentant 25 % des crédits reconductibles alloués en 1998 a été déléguée directement aux DDASS en décembre 1998, afin de leur permettre d'effectuer les premiers versements aux établissements. Le solde des moyens de reconduction 1999 sera délégué aux préfets de département au cours du premier trimestre selon la répartition déterminée par le préfet de région.

Les préfets de région feront connaître à la direction de l'action sociale, bureau TS2, pour le 1<sup>er</sup> février 1999 la répartition départementale de leur dotation régionale initiale notifiée dans le tableau figurant en annexe 3, après concertation en CTRI et CAR. Cette répartition régionale doit tendre vers un objectif de répartition optimale des ressources qui doit passer par l'établissement de groupes homogènes de prise en charge (publics, prestations, ...) afin de comparer ce qui est comparable. L'exploitation des données régionales du tableau de bord ne peut que nourrir la réflexion collective sur ce point.

Les crédits sans emploi doivent être remontés à la direction de l'action sociale, bureau TS2, avant le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année. Ils doivent au préalable avoir fait l'objet d'une discussion en CTRI visant à proposer une redistribution des crédits au sein de la région.

### 3.3. Les paramètres macro-économiques qui guident l'allocation des moyens sont les suivants

Le GVT solde demeure normé à + 0,80 % de la masse salariale.

L'effet report des mesures générales d'augmentation de la valeur du point décidées en 1998 produira une augmentation de la masse salariale de + 0,62 % dans les établissements publics comme dans les établissements privés.

En 1999, l'évolution des masses salariales obéira à des facteurs de coûts différents selon le secteur public ou privé.

Pour les établissements du secteur public, l'augmentation de la valeur du point pour 1999 produira un effet sur la masse salariale de + 0,44 %. Les mesures catégorielles prévisibles portent sur les points uniformes et la refonte de la catégorie C du protocole Zuccarelli. Enfin, les cotisations aux fonds pour l'emploi hospitalier et au CGOS ont été augmentées. Les tableaux en annexe 4 vous indiquent le calcul prévisionnel du financement complémentaire évalué selon les informations connues au niveau national et appellent de votre part l'estimation précises des coûts induits en 1999. Le financement correspondant vous sera alloué ultérieurement, en fonction de ces remontées.

Dans les établissements privés, la négociation sur la mise en œuvre de la réduction du temps de travail aura un effet sur les perspectives d'évolution d'ensemble des coûts de personnels. La loi du 13 juin 1998 induit en effet une déconnexion de fait entre les évolutions du secteur privé et les mesures salariales du secteur public. Aussi les dotations de crédits correspondantes seront calculées et déléguées en fonction de cette négociation, et selon le calendrier de l'agrément des avenants de transposition.

Aucune dotation au titre des évolutions salariales 1999 dans le secteur privé n'est donc pour l'instant notifiée.

À titre d'information, et au moment où cette circulaire vous est adressée, des négociations ont lieu entre partenaires sociaux :

- au niveau de la branche UNIFED sur les instruments d'aménagement du temps de travail (annualisation, modulation, cycles...) ;
- au niveau des principales conventions collectives (1966 et 1951) sur les modalités précises de réduction du temps de travail.

Il n'est pas à l'heure actuelle possible de préjuger des résultats des négociations engagées par les partenaires sociaux, qui sont suivies avec attention par les directions concernées du ministère (DAS, DRT, DGEFP, DH) avec l'appui d'une mission de coordination de l'IGAS mise en place par la ministre.

En tout état de cause, l'objectif est bien de parvenir à élaborer des « critères d'agrément » qui feront appel le moment venu à vos capacités d'expertise pour les établissements concernés.

Dans l'immédiat, je vous rappelle que les négociations nationales n'interdisent pas la conclusion concomitante d'accords locaux d'entreprises sur la réduction du temps de travail ; tous ces accords, avant ou après signature d'accords nationaux, relèvent de la procédure d'agrément prévue par l'article 16 de la loi de 1975. Vous rappellerez aux employeurs des établissements concernés qu'ils doivent adresser eux-mêmes leurs accords, directement au ministère de l'emploi et de la solidarité, secrétariat de la commission nationale d'agrément (direction de l'action sociale, sous-direction TSIS, bureau TS2, 11, place des Cinq-Martyrs-du-Lycée- Buffon, 75015 Paris).

Ainsi que je vous l'ai précisé dans la lettre DDASS-DRASS du mois de novembre 1998, il importe que vous vous rapprochiez du DDTEFP pour veiller :

- à faciliter l'accès des associations gestionnaires des établissements, aux crédits d'aide aux conseils ;
- à éviter tout hiatus entre les procédures de conventionnement à l'aide incitative et d'agrément au titre de l'article 16 de la loi de 1975, qui doivent être concomitantes ; à ce titre, il importe de rappeler à la DDTEFP le principe de l'agrément spécifique article 16 et de l'opposabilité des enveloppes qui vous interdisent de vous engager sur le financement d'un accord non agréé et dont le coût n'est pas financé ; en cas de difficulté, les services centraux intéressés (DAS - TS2, DGEFP – Mission FNE et DRT - NC) pourront être contactés. Une instruction spécifique conjointe DGEFP-DAS donnera des directives plus précises à l'ensemble des services déconcentrés.

### 3.4. L'outil tableau de bord

Le tableau de bord CHRS est un outil commun d'aide à la décision dans la gestion des centres, il est au service des gestionnaires des DDASS, des DRASS et de la DAS. C'est pourquoi il est primordial de fiabiliser l'information collectée en effectuant des contrôles de cohérence. En effet, il est nécessaire de valider les données tout au long de la procédure d'application des tableaux de bord. Ainsi, en ce qui concerne les données 1996, 95 établissements ne contenaient pas d'information ou des données partielles pour diverses raisons : établissements non encore ouverts, fermés, inexistants, annexes, non financés par l'aide sociale de l'État, etc. Dans ces diverses situations, le service chargé des CHRS à la DDASS doit contacter le correspondant FINISS pour que celui-ci mette à jour la base.

Par ailleurs, pour mieux prendre en compte un secteur en pleine mutation, notamment suite à la parution de la loi relative à la lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998, une version 2 des tableaux de bord va être mise en place (cf. § 2.7). Ce nouvel outil nécessitera de collecter

l'information au niveau de chaque prestation du CHRS (hébergement, atelier, accueil et orientation) afin de pouvoir évaluer le travail du CHRS dans son ensemble. Il vous est précisé que la formation des formateurs à cette nouvelle version est prévue à partir du 1er avril 1999. La formation des utilisateurs, puis la mise en oeuvre du logiciel dans les services est prévue pour le printemps 1999.

#### 4. Les autres évolutions qui auront des incidences sur le fonctionnement des établissements

##### 4.1. L'année 1999 verra pour la première fois l'euro permettre des paiements en monnaie scripturale

Les circulaires n° ECO R 97 06087 C du 24 décembre 1997 relative à la préparation à l'euro des établissements publics de santé et des établissements publics sociaux et médico-sociaux, puis n° 459 du 22 juillet 1998 relative au double affichage francs/euros, enfin le guide relatif au passage à l'euro pour les établissements publics de santé et les établissements sociaux et médico-sociaux publics, ont fourni les informations générales et particulières nécessaires aux établissements du secteur public. Elles ont été également adressées aux fédérations d'établissements privés pour qu'elles engagent une réflexion similaire.

Les autorités de tarification veilleront à la prise en compte de cette dimension nouvelle par les établissements :

- d'une part, dans leur fonctionnement interne, notamment l'adaptation de leurs outils informatiques concomitante avec la préparation du passage à l'an 2000 ;
- d'autre part, dans le soutien qu'ils doivent apporter aux personnes fragiles qu'ils accueillent : les projets pédagogiques peuvent ainsi intégrer diverses actions d'initiation, ou de familiarisation qui seraient soit une fin en soi, soit un support pédagogique.

##### 4.2. L'an 2000 pourrait perturber le fonctionnement des systèmes informatiques couramment utilisés par les établissements. Or la continuité du service public, la sécurité des personnes et le fonctionnement normal des institutions doivent être garantis

Par circulaire du 5 novembre 1998 (J.O. du 6 novembre 1998), le Premier ministre a chargé les préfets de départements de coordonner localement les actions de préparation du passage à l'an 2000. Une circulaire spécifique aux champs emploi et solidarité est en cours d'élaboration. À l'occasion de la tarification des établissements sociaux pour 1999, il est souhaitable que vous vérifiiez la sensibilisation des responsables des établissements à ce risque et que vous les encouragiez à élaborer les réponses nécessaires, notamment en terme d'adaptation des matériels et logiciels.

#### 5. Les actions d'interventions dans le domaine de l'urgence sociale

L'article 157-III de la loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions prévoit la mise en place dans chaque département d'un dispositif de veille sociale chargé d'établir un bilan social des situations des personnes en difficulté afin de les informer et de les orienter et, enfin, de connaître en temps réel l'ensemble des places d'accueil qu'il s'agit de réguler. La circulaire ministérielle du 19 novembre 1998 relative à l'accueil et à l'hébergement des personnes sans domicile fixe pendant la période hivernale a fourni des indications à cet égard, l'objectif consistant à coordonner, mutualiser et à optimiser l'ensemble des dispositifs et des prestations mises en oeuvre à l'intention des populations les plus démunies et les plus précarisées : hébergement d'urgence, accueil de jour, orientation et accompagnement social, équipes mobiles, numéro téléphonique d'urgence, etc.

La contribution de l'État au financement de ces dispositifs et de ces prestations s'impute au chapitre 47-21 article 70, en dehors de ce qui relève d'un financement sur les dotations allouées aux CHRS évoquées dans les paragraphes précédents. La dotation de cette ligne budgétaire augmente fortement en 1999, compte tenu des deux séries de mesures nouvelles prévues par le programme de prévention et de lutte contre les exclusions : + 100 MF au titre des fonds d'aide aux jeunes pour contribuer au programme TRACE ; + 90 MF au titre de la veille sociale ainsi que des résidences sociales. Cette dotation est notifiée à chaque DDASS en début d'exercice par la circulaire d'objectifs et de moyens. Le montant qui va vous être notifié tiendra compte, dans la mesure du possible, des répartitions proposées en CTRI sur la base de l'enveloppe globale qui avait été prénotifiée pour chaque région le 15 novembre dernier.

Ces crédits sont utilisés pour une large part sous forme de subvention allouée à des associations relevant de la loi de 1901. Il est désormais possible de conclure avec ces associations des conventions pluriannuelles de trois ans. Les crédits ainsi concernés peuvent atteindre, en 1999, jusqu'aux deux tiers de la totalité des crédits alloués. Cette procédure permet de simplifier les formalités de reconduction et de faciliter le versement des subventions. Je vous recommande donc de vous inscrire dans ce processus de pluri-annualisation qui permet de renforcer le partenariat avec les associations les plus engagées dans la lutte contre les exclusions.

Ce partenariat s'inscrit dans le contexte des assises nationales de la vie associative qui se tiendront les 20 et 21 février 1999.

Le Premier ministre par circulaire du 14 septembre 1998 (J.O. du 16 septembre 1998) relative au développement de la vie associative en a défini les objectifs, notamment le renforcement du rôle et de la mission des associations dans la vie sociale et la clarification de leurs relations avec les pouvoirs publics.

À partir d'un état des lieux de la vie associative et des principaux enjeux pour l'avenir, il sera possible de dégager des propositions et des axes de travail qui s'inscriront dans un processus continu de préparation du centenaire de la loi 1901, auxquelles nous nous devons de porter une attention particulière.

Le directeur de l'action sociale, P. Gauthier

**ANNEXE I**  
**Dotations régionales de mesures nouvelles de création de places CHRS 1999**

DÉPARTEMENTS et régions		(A) PLACES financées	(B) POPULATION 0-59 ans	(C) RMISTES	(D) TAUX équipement nb. pl/1 000 RMistes		(E) Taux d'occupation	(F) PRIX de revient	(G) CHÔMAGE moins de 25 ans	DOTATION régionale 99
67	BAS-RHIN	259	782 912	11 310	14,45	22,9	114,29 %	90 453	16,6	
68	HAUT-RHIN	408	565 471	6 393	11,31	63,82	85,70 %	117 174	17,8	
	<b>1. ALSACE</b>	<b>667</b>	<b>1 348 383</b>	<b>17 703</b>	<b>13,13</b>	<b>37,68</b>	<b>96,54 %</b>	<b>107 132</b>	<b>17,1</b>	<b>1 380 196</b>
24	DORDOGNE	91	275 852	6 147	22,28	14,8	69,97 %	80 698	16,8	
33	GIRONDE	360	1 045 550	24 323	23,26	14,8	98,56 %	78 693	15,7	
40	LANDES	50	236 316	4 016	16,99	12,45	82,86 %	105 713	15,6	
47	LOT-ET-GARONNE	108	227 281	5 407	23,79	19,97	86,76 %	99 758	16,0	
64	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	271	448 297	9 909	22,10	27,35	99,69 %	116 141	14,4	
	<b>2. AQUITAINE</b>	<b>880</b>	<b>2 233 296</b>	<b>49 802</b>	<b>22,30</b>	<b>17,67</b>	<b>94,47 %</b>	<b>95 113</b>	<b>15,6</b>	<b>2 156 277</b>
3	ALLIER	82	247 753	5 731	23,13	14,31	73,03 %	117 896	16,7	
15	CANTAL	24	110 602	1 966	17,78	12,21	79,71 %	133 555	19,5	
43	HAUTE-LOIRE	52	154 950	1 581	10,20	32,89	60,90 %	75 763	17,7	
63	PUY-DE-DÔME	105	477 909	8 414	17,61	12,48	87,32 %	119 031	15,6	
	<b>3. AUVERGNE</b>	<b>263</b>	<b>991 214</b>	<b>17 692</b>	<b>17,85</b>	<b>14,87</b>	<b>77,52 %</b>	<b>113 746</b>	<b>16,6</b>	<b>1 487 350</b>
21	CÔTE-D'OR	594	415 472	5 464	13,15	108,71	108,41 %	73 079	16,4	
58	NIÈVRE	102	161 570	3 524	21,81	28,94	91,69 %	78 511	16,4	
71	SAÔNE-ET-LOIRE	248	412 070	6 086	14,77	40,75	53,27 %	61 676	18,1	
89	YONNE	64	254 565	3 981	15,64	16,08	82,65 %	124 020	16,9	
	<b>4. BOURGOGNE</b>	<b>1 008</b>	<b>1 243 677</b>	<b>19 055</b>	<b>15,32</b>	<b>52,9</b>	<b>91,20 %</b>	<b>73 198</b>	<b>17,1</b>	<b>1 279 873</b>
22	CÔTES-D'ARMOR	107	395 650	6 038	15,26	17,72	79,01 %	91 030	15,2	

DÉPARTEMENTS et régions		(A) PLACES financées	(B) POPULATION 0-59 ans	(C) RMISTES	(D) TAUX équipement nb. pl/1 000 RMistes		(E) Taux d'occupation	(F) PRIX de revient	(G) CHÔMAGE moins de 25 ans	DOTATION régionale 99
29	FINISTÈRE	228	658 188	10 283	15,62	22,17	84,65 %	95 659	15,2	
35	ILLE-ET-VILAINE	423	691 455	8 479	12,26	49,89	96,97 %	100 536	16,2	
56	MORBIHAN	191	497 047	6 767	13,61	28,23	79,64 %	157 662	15,5	
	<b>5. BRETAGNE</b>	<b>949</b>	<b>2 242 340</b>	<b>31 567</b>	<b>14,08</b>	<b>30,06</b>	<b>88,98 %</b>	<b>109 850</b>	<b>15,6</b>	<b>1 945 534</b>
18	CHER	173	245 593	5 316	21,65	32,54	71,30 %	93 743	16,1	
28	EURE-ET-LOIR	120	347 650	4 304	12,38	27,88	88,83 %	102 508	17,4	
36	INDRE	61	164 345	2 128	12,95	28,67	68,97 %	88 180	16,5	
37	INDRE-ET-LOIRE	256	436 624	7 907	18,11	32,38	88,80 %	88 273	15,6	
41	LOIR-ET-CHER	149	236 220	3 737	15,82	39,87	87,17 %	104 850	16,0	
45	LOIRET	166	511 616	7 349	14,36	22,59	98,80 %	87 769	15,4	
	<b>6. CENTRE</b>	<b>925</b>	<b>1 942 048</b>	<b>30 741</b>	<b>15,83</b>	<b>30,09</b>	<b>85,53 %</b>	<b>93 152</b>	<b>16,1</b>	<b>1 780 417</b>
8	ARDENNES	150	227 994	6 053	26,55	24,78	69,32 %	76 551	19,4	
10	AUBE	256	228 220	4 416	19,35	57,97	91,30 %	62 135	16,5	
51	MARNE	117	467 796	8 414	17,99	13,91	87,20 %	88 698	18,2	
52	HAUTE-MARNE	225	152 536	2 125	13,93	105,88	78,19 %	49 332	20,2	
	<b>7. CHAMPAGNE- ARDENNE</b>	<b>748</b>	<b>1 076 546</b>	<b>21 008</b>	<b>19,51</b>	<b>35,61</b>	<b>83,90 %</b>	<b>71 538</b>	<b>18,4</b>	<b>1 267 569</b>
20A	CORSE-DU-SUD	25	99 398	4 225	42,51	5,92	77,55 %	130 038	12,3	
20B	HAUTE-CORSE	52	104 213	4 106	39,40	12,66	60,98 %	88 460	14,7	
	<b>8. CORSE</b>	<b>77</b>	<b>203 611</b>	<b>8 331</b>	<b>40,92</b>	<b>9,24</b>	<b>67,16 %</b>	<b>103 974</b>	<b>13,6</b>	<b>0</b>
25	DOUBS	191	398 940	6 605	16,56	28,92	85,27 %	112 129	16,5	
39	JURA	70	195 576	1 893	9,68	36,98	77,21 %	86 991	18,2	

DÉPARTEMENTS et régions		(A) PLACES financées	(B) POPULATION 0-59 ans	(C) RMISTES	(D) TAUX équipement nb. pl/1 000 RMistes		(E) Taux d'occupation	(F) PRIX de revient	(G) CHÔMAGE moins de 25 ans	DOTATION régionale 99
70	HAUTE-SAÔNE	44	179 153	2 344	13,08	18,77	66,98 %	84 349	19,4	
90	TERRITOIRE-DE-BELFORT	69	110 439	2 038	18,45	33,86	113,76 %	65 919	17,8	
	<b>9. FRANCHE-COMTÉ</b>	<b>374</b>	<b>884 108</b>	<b>12 880</b>	<b>14,57</b>	<b>29,04</b>	<b>87,06 %</b>	<b>97 178</b>	<b>17,6</b>	<b>1 173 993</b>
75	PARIS	2 818	1 679 960	52 345	31,16	53,84	93,10 %	99 073	6,0	
77	SEINE-ET-MARNE	370	1 146 236	10 036	8,76	36,87	100,79 %	63 247	14,1	
78	YVELINES	486	1 223 120	11 274	9,22	43,11	86,04 %	115 419	10,9	
91	ESSONNE	403	1 017 215	12 625	12,41	31,92	94,13 %	121 636	11,9	
92	HAUTS-DE-SEINE	244	1 108 213	20 488	18,49	11,91	97,53 %	134 383	8,1	
93	SEINE-SAINT-DENIS	750	1 221 187	36 816	30,15	20,37	98,10 %	71 642	11,2	
94	VAL-DE-MARNE	491	1 002 585	21 268	21,21	23,09	87,67 %	112 292	10,1	
95	VAL-D'OISE	358	1 029 708	15 239	14,80	23,49	91,75 %	110 191	12,3	
	<b>10. ILE-DE-FRANCE</b>	<b>5 920</b>	<b>9 428 224</b>	<b>180 091</b>	<b>19,10</b>	<b>32,87</b>	<b>93,46 %</b>	<b>99 267</b>	<b>9,9</b>	<b>6 156 874</b>
11	AUDE	11	229 739	7 794	33,93	1,41	87,37 %	86 309	14,2	
30	GARD	128	497 053	17 922	36,06	7,14	90,07 %	125 040	13,7	
34	HÉRAULT	386	694 333	27 377	39,43	14,1	88,90 %	121 675	12,8	
48	LOZÈRE	10	51 742	556	10,75	17,99	92,38 %	61 828	18,7	
66	PYRÉNÉES-ORIENTALES	92	288 587	12 225	42,36	7,53	87,33 %	141 124	13,5	
	<b>11. LANGUEDOC- ROUSSILLON</b>	<b>627</b>	<b>1 761 454</b>	<b>65 874</b>	<b>37,40</b>	<b>9,52</b>	<b>88,93 %</b>	<b>121 646</b>	<b>13,4</b>	<b>2 243 815</b>
19	CORRÈZE	85	164 890	2 422	14,69	35,09	87,29 %	84 654	16,9	
23	CREUSE	28	81 686	1 670	20,44	16,77	48,84 %	111 877	17,2	
87	HAUTE-VIENNE	70	259 662	5 055	19,47	13,85	95,54 %	116 995	16,1	

DÉPARTEMENTS et régions		(A) PLACES financées	(B) POPULATION 0-59 ans	(C) RMISTES	(D) TAUX équipement nb. pl/1 000 RMistes		(E) Taux d'occupation	(F) PRIX de revient	(G) CHÔMAGE moins de 25 ans	DOTATION régionale 99
	<b>12. LIMOUSIN</b>	<b>183</b>	<b>506 238</b>	<b>9 147</b>	<b>18,07</b>	<b>20,01</b>	<b>84,57 %</b>	<b>101 190</b>	<b>16,6</b>	<b>0</b>
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	884	568 630	12 141	21,35	72,81	96,81 %	80 754	17,2	
55	MEUSE	127	147 261	2 570	17,45	49,42	117,08 %	119 975	20,1	
57	MOSELLE	843	819 853	12 803	15,62	65,84	101,43 %	94 044	18,8	
88	VOSGES	136	291 367	4 297	14,75	31,65	97,25 %	91 612	17,1	
	<b>13. LORRAINE</b>	<b>1 990</b>	<b>1 827 111</b>	<b>31 811</b>	<b>17,41</b>	<b>62,56</b>	<b>100,02 %</b>	<b>89 294</b>	<b>18,1</b>	<b>1 603 414</b>
9	ARIÈGE	52	96 529	2 969	30,76	17,51	57,37 %	87 019	15,9	
12	AVEYRON	16	183 327	2 123	11,58	7,54	40,93 %	58 071	17,8	
31	HAUTE-GARONNE	483	832 048	22 670	27,25	21,31	86,81 %	96 064	12,8	
32	GERS	15	120 926	1 631	13,49	9,2	85,83 %	109 379	15,9	
46	LOT	59	109 479	1 941	17,73	30,4	75,11 %	131 775	15,1	
65	HAUTES-PYRÉNÉES	130	161 633	3 163	19,57	41,1	81,48 %	61 308	15,5	
81	TARN	50	247 931	5 017	20,24	9,97	97,12 %	141 629	16,4	
82	TARN-ET-GARONNE	70	156 564	3 426	21,88	20,43	104,60 %	87 041	17,0	
	<b>14. MIDI-PYRÉNÉES</b>	<b>875</b>	<b>1 908 437</b>	<b>42 940</b>	<b>22,50</b>	<b>20,38</b>	<b>84,25 %</b>	<b>95 151</b>	<b>14,5</b>	<b>1 876 165</b>
59	NORD	1 405	2 100 386	59 953	28,54	23,44	92,89 %	97 142	19,4	
62	PAS-DE-CALAIS	540	1 161 198	30 570	26,33	17,66	99,03 %	109 950	23,2	
	<b>15. NORD-PAS-DE-CALAIS</b>	<b>1 945</b>	<b>3 261 584</b>	<b>90 523</b>	<b>27,75</b>	<b>21,49</b>	<b>94,37 %</b>	<b>100 286</b>	<b>20,7</b>	<b>1 480 454</b>
14	CALVADOS	185	525 674	10 305	19,60	17,95	96,51 %	141 362	17,8	
50	MANCHE	89	375 944	4 632	12,32	19,21	83,62 %	108 983	19,9	
61	ORNE	40	219 065	3 983	18,18	10,04	90,31 %	178 529	18,1	

DÉPARTEMENTS et régions		(A) PLACES financées	(B) POPULATION 0-59 ans	(C) RMISTES	(D) TAUX équipement nb. pl/1 000 RMistes		(E) Taux d'occupation	(F) PRIX de revient	(G) CHÔMAGE moins de 25 ans	DOTATION régionale 99
	<b>16. BASSE-NORMANDIE</b>	<b>314</b>	<b>1 120 683</b>	<b>18 920</b>	<b>16,88</b>	<b>16,6</b>	<b>91,74 %</b>	<b>136 084</b>	<b>18,5</b>	<b>1 527 940</b>
27	EURE	248	468 831	6 769	14,44	36,64	91,65 %	69 958	16,9	
76	SEINE-MARITIME	1 417	1 012 701	25 038	24,72	56,59	99,38 %	78 399	18,6	
	<b>17. HAUTE-NORMANDIE</b>	<b>1 665</b>	<b>1 481 532</b>	<b>31 807</b>	<b>21,47</b>	<b>52,35</b>	<b>98,23 %</b>	<b>77 146</b>	<b>18,1</b>	<b>1 435 710</b>
44	LOIRE-ATLANTIQUE	515	895 334	17 889	19,98	28,79	98,61 %	116 480	16,2	
49	MAINE-ET-LOIRE	226	594 433	8 936	15,03	25,29	69,28 %	72 882	18,9	
53	MAYENNE	96	218 624	1 740	7,96	55,17	70,22 %	116 259	19,8	
72	SARTHE	147	404 595	6 779	16,76	21,68	92,76 %	82 986	18,4	
85	VENDÉE	157	405 228	4 211	10,39	37,28	101,47 %	128 268	17,6	
	<b>18. PAYS-DE-LA-LOIRE</b>	<b>1 141</b>	<b>2 518 214</b>	<b>39 555</b>	<b>15,71</b>	<b>28,85</b>	<b>90,16 %</b>	<b>105 180</b>	<b>17,6</b>	<b>2 147 281</b>
2	AINES	117	427 115	7 440	17,42	15,73	93,52 %	96 328	19,4	
60	OISE	331	675 962	9 174	13,57	36,08	96,08 %	67 248	17,8	
80	SOMME	365	441 361	9 772	22,14	37,35	107,67 %	77 080	20,9	
	<b>19. PICARDIE</b>	<b>813</b>	<b>1 544 438</b>	<b>26 386</b>	<b>17,08</b>	<b>30,81</b>	<b>100,87 %</b>	<b>75 833</b>	<b>19,3</b>	<b>1 604 643</b>
16	CHARENTES	207	255 894	5 719	22,35	36,2	72,53 %	48 827	17,3	
17	CHARENTE-MARITIME	278	393 217	10 936	27,81	25,42	98,39 %	120 752	17,0	
79	DEUX-SÈVRES	55	261 359	3 740	14,31	14,71	75,57 %	112 578	19,3	
86	VIENNE	227	300 234	5 776	19,24	39,3	91,03 %	66 009	17,2	
	<b>20. POITOU-CHARENTES</b>	<b>767</b>	<b>1 210 704</b>	<b>26 171</b>	<b>21,62</b>	<b>29,31</b>	<b>87,91 %</b>	<b>85 568</b>	<b>17,5</b>	<b>1 376 407</b>
4	ALPES-DE-HAUTE- PROVENCE	37	107 650	2 139	19,87	17,3	123,63 %	94 858	14,6	
5	HAUTES-ALPES	25	94 991	1 019	10,73	24,53			14,9	

DÉPARTEMENTS et régions		(A) PLACES financées	(B) POPULATION 0-59 ans	(C) RMISTES	(D) TAUX équipement nb. pl/1 000 RMistes		(E) Taux d'occupation	(F) PRIX de revient	(G) CHÔMAGE moins de 25 ans	DOTATION régionale 99
6	ALPES-MARITIMES	419	783 035	19 875	25,38	21,08	103,25 %	81 475	10,7	
13	BOUCHES-DU-RHÔNE	1 851	1 454 294	58 864	40,48	31,45	91,42 %	82 581	12,5	
83	VAR	322	701 401	20 531	29,27	15,68	88,40 %	94 912	13,4	
84	VAUCLUSE	203	403 198	11 055	27,42	18,36	69,44 %	83 263	15,1	
	<b>21. PACA</b>	<b>2 857</b>	<b>3 544 569</b>	<b>113 483</b>	<b>32,02</b>	<b>25,18</b>	<b>91,76 %</b>	<b>83 772</b>	<b>12,7</b>	<b>2 770 922</b>
1	AIN	154	439 970	3 903	8,87	39,46	57,88 %	72 895	15,6	
7	ARDÈCHE	114	217 169	3 338	15,37	34,15	88,04 %	115 959	16,5	
26	DRÔME	137	349 047	7 275	20,84	18,83	102,65 %	102 556	15,6	
38	ISÈRE	487	919 208	12 700	13,82	38,35	91,98 %	85 950	15,6	
42	LOIRE	142	580 041	10 573	18,23	13,43	74,66 %	102 594	16,6	
69	RHÔNE	1 326	1 273 283	24 054	18,89	55,13	93,19 %	76 435	13,1	
73	SAVOIE	279	301 851	3 631	12,03	76,84	63,73 %	74 996	14,6	
74	HAUTE-SAVOIE	190	540 399	5 635	10,43	33,72	92,97 %	91 794	12,8	
	<b>22. RHÔNE-ALPES</b>	<b>2 829</b>	<b>4 620 968</b>	<b>71 109</b>	<b>15,39</b>	<b>39,78</b>	<b>87,74 %</b>	<b>83 367</b>	<b>14,7</b>	<b>3 305 165</b>
	FRANCE MÉTROPOLITAINE	27 817	46 899 379	956 596	20,40	29,08	92,10 %	92 497	15,1	39 999 999
	GUADELOUPE	26	386 987	24 278	62,74	1,07			15,8	0
	MARTINIQUE		359 572	24 991	69,50	0			12,9	0
	GUYANE		114 678	7 910	68,98	0			15,3	1 000 000
	RÉUNION	41	597 823	54 126	90,54	0,76			19,6	1 000 000
	OUTRE-MER	67	1 459 060	111 305	76,29	0,6			16,9	2 000 000

DÉPARTEMENTS et régions		(A) PLACES financées	(B) POPULATION 0-59 ans	(C) RMISTES	(D) TAUX équipement nb. pl/1 000 RMistes	(E) Taux d'occupation	(F) PRIX de revient	(G) CHÔMAGE moins de 25 ans	DOTATION régionale 99
	SAINT-PIERRE-ET- MIQUELON	3							0
	<b>FRANCE ENTIÈRE</b>	<b>27 884</b>	<b>48 358 439</b>	<b>1 067 901</b>					<b>41 999 999</b>

(A) Source TB 12/96 actualisé 12/98. Le fichier FINESS n'étant pas à jour, le nombre de places a été calculé sur la base des données du TB 96, actualisée des créations de places financées en N-1 et N. Pour une meilleure équité, par convention, les dotations des S.A.O. ont fait l'objet d'une conversion en places. Les capacités des CEFR mentionnées dans le TB 96 ont été retirées de la base 1998, soit moins 767 places.

(B) Source INSEE 01/98. Population totale (et non seulement active) appartenant à la tranche 0-59 ans.

(C) Source CAF-MSA 12/97. En nombre : RMistes du département, de la région ; population : nombre de RMistes pour 1 000 habitants (20-59 ans) du département, de la région.

(D) Source TS2, TB 12/96 actualisé 12/98, CAF-MSA 12/97. Rapport nombre de places financées/1 000 RMistes.

(E) Source TB 12/96.

(F) Tableau de bord 12/96.

(G) Source DARES. Tableau de bord des politiques d'emploi juin 1998.

### Critères de répartition des enveloppes mesures nouvelles 1999

Le calcul des enveloppes régionales 1999 pour les mesures nouvelles repose sur 5 indicateurs déterminés par un groupe de travail DAS/DRASS.

Afin d'allouer les ressources suivant ces critères, un outil d'optimisation a été utilisé (solveur Excel). Le programme a mis en œuvre une relation linéaire entre ces 5 variables et le montant de l'enveloppe régionale, les indicateurs taux d'équipement et prix de revient par place ayant un effet inversement proportionnel.

Sur les 42 millions de l'enveloppe nationale, 2 ont été attribués à la Guyane et à la Réunion et quatre régions n'ont pas bénéficié de crédits car leurs projets n'étaient pas suffisamment aboutis. Le modèle a donc réparti l'enveloppe nationale de 40 millions en accordant aux critères les poids suivants :

- 65 % pour la variable population 0-59 ans ;
- 18 % pour la variable taux d'équipement nombre de places/1 000 Rmistes ;
- 9 % pour la variable taux de chômage des moins de 25 ans ;
- 5 % pour la variable taux d'occupation ;
- 4 % pour la variable prix de revient par place.

C'est-à-dire que 9 % de l'enveloppe pour les mesures nouvelles (i.e. 3,6 millions) ont été accordés au titre du chômage des moins de 25 ans. Pour plus de renseignements sur le modèle mathématique appliqué, prendre contact avec le bureau TS 2.

## ANNEXE II

### CRÉATION DE PLACES DE CHRS 1999 Projets retenus au niveau régional

DRASS de :

Personne chargée du dossier :

Téléphone : Télécopie :

DÉPARTEMENTS	NOM localisation, organisme gestionnaire du centre	NATURE du projet	PUBLIC accueilli	NOMBRE de places créées (a)	COÛT moyen de la place créée (chap. 46-23) (b)	COFINANCEMENTS maintenus	ÉCONOMIE réalisée sur le chap. 47-21 calculés sur 12 mois	MONTANT de la DGF (1) Total région(2)
--------------	--	---------------------	---------------------	-----------------------------------	--	-----------------------------	---	---

(1) (a)\*(b).

(2) Ce total correspond à la dotation régionale notifiée par la DAS.

CIRCMN.XLS/DAS/RC

TABLEAU A RETOURNER A LA DAS, BUREAU TS 2, AVANT LE 1er MARS 1999

## ANNEXE III

## Dotations régionales 1999 CHRS

	DÉPARTEMENTS / RÉGIONS	PLACE fin 1998	BASE au 31/12/98	PRIX DE REVIENT par place (tb 96)	MONTANT de l'actualisation	MONTANT mesures nouvelles	DOTATIONS régionalisées
67	BAS-RHIN	319	23 600 218	82 327			
68	HAUT-RHIN	397	32 569 845	95 323			
	<b>1. ALSACE</b>	<b>716</b>	<b>56 170 063</b>	<b>89 642</b>	<b>539 233</b>	<b>1 380 196</b>	<b>58 089 492</b>
24	DORDOGNE	91	9 879 149	129 559			
33	GIRONDE	415	31 310 928	74 512			
40	LANDES	50	4 589 498	97 831			
47	LOT-ET-GARONNE	102	11 802 044	113 603			
64	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	264	26 534 064	102 769			
	<b>2. AQUITAINE</b>	<b>922</b>	<b>84 115 683</b>	<b>96 513</b>	<b>807 511</b>	<b>2 156 277</b>	<b>87 079 471</b>
3	ALLIER	82	8 969 751	111 431			
15	CANTAL	24	3 420 333	118 423			
43	HAUTE-LOIRE	52	4 118 724	71 071			
63	PUY-DE-DÔME	105	11 483 335	143 656			
	<b>3. AUVERGNE</b>	<b>263</b>	<b>27 992 143</b>	<b>116 451</b>	<b>268 725</b>	<b>1 487 350</b>	<b>29 748 218</b>
21	CÔTE-D'OR	594	38 347 801	75 525			
58	NIÈVRE	102	7 011 396	74 674			
71	SAÔNE-ET-LOIRE	248	14 367 693	128 413			
89	YONNE	64	6 995 606	103 485			
	<b>4. BOURGOGNE</b>	<b>1 008</b>	<b>66 722 496</b>	<b>83 339</b>	<b>640 536</b>	<b>1 279 873</b>	<b>68 642 905</b>
22	CÔTES-D'ARMOR	107	9 248 258	93 455			

	DÉPARTEMENTS / RÉGIONS	PLACE fin 1998	BASE au 31/12/98	PRIX DE REVIENT par place (tb 96)	MONTANT de l'actualisation	MONTANT mesures nouvelles	DOTATIONS régionalisées
29	FINISTÈRE	219	15 961 556	101 657			
35	ILLE-ET-VILAINE	411	36 869 950	96 309			
56	MORBIHAN	169	24 675 641	180 947			
	<b>5. BRETAGNE</b>	<b>906</b>	<b>86 755 405</b>	<b>110 400</b>	<b>832 852</b>	<b>1 945 534</b>	<b>89 533 791</b>
18	CHER	173	11 180 216	82 938			
28	EURE-ET-LOIR	120	8 583 720	101 961			
36	INDRE	61	5 609 295	105 278			
37	INDRE-ET-LOIRE	256	19 538 240	83 440			
41	LOIR-ET-CHER	149	14 396 314	98 793			
45	LOIRET	155	12 869 405	89 840			
	<b>6. CENTRE</b>	<b>914</b>	<b>72 177 190</b>	<b>89 924</b>	<b>692 901</b>	<b>1 780 417</b>	<b>74 650 508</b>
8	ARDENNES	150	11 981 629	56 764			
10	AUBE	342	16 921 352	76 681			
51	MARNE	225	18 205 109	84 422			
52	HAUTE-MARNE	117	4 446 417	49 125			
	<b>7. CHAMPAGNE-ARDENNE</b>	<b>834</b>	<b>51 554 507</b>	<b>70 671</b>	<b>494 923</b>	<b>1 267 569</b>	<b>53 316 999</b>
20A	CORSE-DU-SUD	25	2 146 605	162 775			
20B	HAUTE-CORSE	52	3 974 199	83 228			
	<b>8. CORSE</b>	<b>77</b>	<b>6 120 804</b>	<b>104 161</b>	<b>58 760</b>	<b>0</b>	<b>6 179 564</b>
25	DOUBS	191	18 327 527	102 296			
39	JURA	70	4 173 646	83 372			
70	HAUTE-SAÔNE	44	4 183 226	114 311			

	DÉPARTEMENTS / RÉGIONS	PLACE fin 1998	BASE au 31/12/98	PRIX DE REVIENT par place (tb 96)	MONTANT de l'actualisation	MONTANT mesures nouvelles	DOTATIONS régionalisées
90	TERRITOIRE-DE-BELFORT	69	4 234 560	18 533			
	<b>9. FRANCHE-COMTÉ</b>	<b>374</b>	<b>30 918 959</b>	<b>98 981</b>	<b>296 822</b>	<b>1 173 993</b>	<b>32 389 774</b>
75	PARIS	2 818	259 234 412	99 218			
77	SEINE-ET-MARNE	370	24 761 293	73 348			
78	YVELINES	486	41 850 652	100 221			
91	ESSONNE	403	40 621 093	122 346			
92	HAUTS-DE-SEINE	244	81 450 310	132 916			
93	SEINE-SAINT-DENIS	804	57 156 422	70 206			
94	VAL-DE-MARNE	491	54 158 901	115 344			
95	VAL-D'OISE	358	28 671 416	97 533			
	<b>10. ILE-DE-FRANCE</b>	<b>5 974</b>	<b>587 904 499</b>	<b>97 785</b>	<b>5 643 883</b>	<b>6 156 874</b>	<b>599 705 256</b>
11	AUDE	8	3 359 874	90 875			
30	GARD	128	14 018 025	124 517			
34	HÉRAULT	386	36 205 036	121 831			
48	LOZÈRE	10	658 030	42 169			
66	PYRÉNÉES-ORIENTALES	92	9 985 100	135 689			
	<b>11. LANGUEDOC-ROUSSILLON</b>	<b>624</b>	<b>64 226 065</b>	<b>121 116</b>	<b>616 570</b>	<b>2 243 815</b>	<b>67 086 450</b>
19	CORRÈZE	85	7 156 350	101 723			
23	CREUSE	28	2 504 308	115 637			
87	HAUTE-VIENNE	70	10 972 274	121 524			
	<b>12. LIMOUSIN</b>	<b>183</b>	<b>20 632 932</b>	<b>114 567</b>	<b>198 076</b>	<b>0</b>	<b>20 831 008</b>
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	941	65 947 685	78 204			

	DÉPARTEMENTS / RÉGIONS	PLACE fin 1998	BASE au 31/12/98	PRIX DE REVIENT par place (tb 96)	MONTANT de l'actualisation	MONTANT mesures nouvelles	DOTATIONS régionalisées
55	MEUSE	127	13 894 787	106 026			
57	MOSELLE	843	66 201 314	92 650			
88	VOSGES	136	11 060 533	90 767			
	<b>13. LORRAINE</b>	<b>2 047</b>	<b>157 104 319</b>	<b>86 473</b>	<b>1 508 201</b>	<b>1 603 414</b>	<b>160 215 934</b>
9	ARIEGE	52	4 712 959	93 802			
12	AVEYRON	16	812 751	58 058			
31	HAUTE-GARONNE	545	44 822 593	85 246			
32	GERS	15	1 663 565	125 265			
46	LOT	59	7 177 373	138 334			
65	HAUTES-PYRÉNÉES	130	5 457 375	56 480			
81	TARN	50	4 665 524	168 202			
82	TARN-ET-GARONNE	70	5 052 820	103 461			
	<b>14. MIDI-PYRÉNÉES</b>	<b>937</b>	<b>74 364 960</b>	<b>91 482</b>	<b>713 904</b>	<b>1 876 165</b>	<b>76 955 029</b>
59	NORD	1 470	129 102 306	98 938			
62	PAS-DE-CALAIS	540	45 450 169	109 307			
	<b>15. NORD - PAS-DE-CALAIS</b>	<b>2 010</b>	<b>174 552 475</b>	<b>101 345</b>	<b>1 675 704</b>	<b>1 480 454</b>	<b>177 708 633</b>
14	CALVADOS	185	22 899 584	146 789			
50	MANCHE	89	8 959 366	103 001			
61	ORNE	40	6 916 405	169 606			
	<b>16. BASSE-NORMANDIE</b>	<b>314</b>	<b>38 775 355</b>	<b>135 962</b>	<b>372 243</b>	<b>1 527 940</b>	<b>40 675 538</b>
27	EURE	248	15 675 317	70 058			
76	SEINE-MARITIME	1 417	98 904 458	72 170			

	DÉPARTEMENTS / RÉGIONS	PLACE fin 1998	BASE au 31/12/98	PRIX DE REVIENT par place (tb 96)	MONTANT de l'actualisation	MONTANT mesures nouvelles	DOTATIONS régionalisées
	<b>17. HAUTE-NORMANDIE</b>	<b>1 665</b>	<b>114 579 775</b>	<b>71 834</b>	<b>1 099 966</b>	<b>1 435 710</b>	<b>117 115 451</b>
44	LOIRE-ATLANTIQUE	515	53 045 877	117 887			
49	MAINE-ET-LOIRE	276	25 302 680	73 548			
53	MAYENNE	96	11 068 388	128 063			
72	SARTHE	217	16 606 029	81 288			
85	VENDÉE	157	15 790 344	126 525			
	<b>18. PAYS DE LA LOIRE</b>	<b>1 261</b>	<b>121 813 318</b>	<b>103 238</b>	<b>1 169 408</b>	<b>2 147 281</b>	<b>125 130 007</b>
2	AISNE	117	9 632 576	83 375			
60	OISE	331	19 727 506	64 974			
80	SOMME	365	22 803 838	78 487			
	<b>19. PICARDIE</b>	<b>813</b>	<b>52 163 920</b>	<b>73 315</b>	<b>500 774</b>	<b>1 604 643</b>	<b>54 269 337</b>
16	CHARENTES	207	10 586 640	38 993			
17	CHARENTE-MARITIME	273	28 780 091	120 620			
79	DEUX-SEVRES	55	5 940 954	99 525			
86	VIENNE	227	14 643 840	64 108			
	<b>20. POITOU-CHARENTES</b>	<b>762</b>	<b>59 951 525</b>	<b>81 380</b>	<b>575 535</b>	<b>1 376 407</b>	<b>61 903 467</b>
4	ALPES-DE-HAUTES-PROVENCE	37	2 405 115	78 863			
5	HAUTES-ALPES	0	1 530 757				
6	ALPES-MARITIMES	419	32 841 768	108 787			
13	BOUCHES-DU-RHONE	1 851	131 954 876	79 915			
83	VAR	322	27 951 724	120 533			
84	VAUCLUSE	180	15 048 536				

	DÉPARTEMENTS / RÉGIONS	PLACE fin 1998	BASE au 31/12/98	PRIX DE REVIENT par place (tb 96)	MONTANT de l'actualisation	MONTANT mesures nouvelles	DOTATIONS régionalisées
	<b>21. PACA</b>	<b>2 809</b>	<b>211 732 775</b>	<b>86 566</b>	<b>2 032 635</b>	<b>2 770 922</b>	<b>216 536 332</b>
1	AIN	154	9 489 783	57 460			
7	ARDECHE	114	12 334 522	101 894			
26	DROME	137	12 238 605	107 064			
38	ISERE	552	47 721 742	80 569			
42	LOIRE	142	13 436 316	101 257			
69	RHONE	1 446	96 801 874	63 547			
73	SAVOIE	273	21 784 301	77 522			
74	HAUTE-SAVOIE	190	17 058 384	91 235			
	<b>22. RHONE-ALPES</b>	<b>3 008</b>	<b>230 865 527</b>	<b>74 217</b>	<b>2 216 309</b>	<b>3 305 165</b>	<b>236 387 001</b>
	FRANCE MÉTROPOLITAINE	28 421	2 391 194 695	90 384	22 955 471	39 999 999	2 454 150 165
971	GUADELOUPE	nd	2 412 325	nd	23 158	0	2 435 483
972	MARTINIQUE	0	0	0	0	0	0
973	GUYANE	nd	1 020 166	nd	9 794	1 000 000	2 029 960
974	RÉUNION	nd	5 768 136	nd	55 374	1 000 000	6 823 510
975	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	nd	202 636	nd	1 945	0	204 581
	<b>FRANCE ENTIERE</b>		<b>2 400 597 958</b>		<b>23 045 742</b>	<b>41 999 999</b>	<b>2 465 643 699</b>
	Taux d'évolution France entière (MN incluses)						2,71

ANNEXE IV-1

MESURES SALARIALES ANNÉE 1999

Incidence sur les établissements publics - Centres d'hébergement et de réinsertion sociale

MASSE salariale des établissements au 31/12/98	NOMBRE total d'ETP au 31/12/98	MESURE uniforme 1 point au 1/04/99 1 point au 1/12/99	POINTS différenciés (1) effet report 98 : 6 mois mesure 99 : 6 mois	SORTIE DU SMIC (2) refonte des grilles E10, E5 effet report : 3 mois	REPYRAMIDAGE (3) N.E.I. échelle E4, E5	REVALORISATION (4) de la carrière des aides-soignants	MAJORATION (5) de la cotisation au fonds pour l'emploi hospitalier	MAJORATION (6) de la cotisation au CGOS	COÛT TOTAL 1999
---	--------------------------------------	--	---	--	--	---	--	--	-----------------------

(1) Point 1.1 du protocole Zucarrelli : effet report (6 mois) de la mesure du 1/07/98 ; effet masse (6 mois) de la mesure du 1/07/99 :

Jusqu' IM 294

2 points au 1/07/98

2 points au 1/07/99

de IM 295 à 316

2 points au 1/07/98

1 point au 1/07/99

de IM 317 à 374

1 point au 1/07/98

1 point au 1/07/99

de IM 375 à 412

1 point au 1/07/98

(2) Point 1.2 protocole Zuccarelli : refonte des grilles E1 à E5. Effet report de la mesure du 1/04/98 : 3 mois sur 99.

(3) Point 1.3 protocole Zuccarelli : repyramidage à 12,5 % du NEI au 1/01/99 : 12 mois ; repyramidage des emplois en E5 27,5%, des échelles 4,5 et du N.E.I au 1/01/99. À l'échelon national, l'incidence de la mesure a été évaluée à 0,01% de la masse salariale.

(4) Revalorisation en trois grades (E3,E4 et E5) du corps des aides-soignants. Accès à la classe supérieure (Echelle 4) de 30 % du corps au 1/01/99. 12 mois.

Accès à la classe exceptionnelle (Echelle 5) de 5 % des effectifs au 1/01/99. 12 mois. A l'échelon national, l'incidence a été évaluée pour 1999 349 MF pour 170 000 agents. Soit un coût moyen de 2 053 F par agent.

(5) Majoration de la cotisation au Fonds pour l'emploi hospitalier pour le financement du congé de fin d'activité au 1/01/99 : la cotisation au FEH passe de 0,45 % 0,67 % du montant des rémunérations soumises retenue pour pension. Soit une majoration de 0,22%, 12 mois.

(6) Majoration de la cotisation au CGOS (cotisation facultative): 0,20 % de la masse salariale (de 1,30 % 1,50 % de la masse salariale des agents titulaires, stagiaires et contractuels) : 12 mois.

## ANNEXE IV-2

Evaluation du coût des mesures salariales 1999 protocole Zuccarelli - CHRS - Secteur public  
ISSU ENQUÊTE ZUCCARELLI 1998

DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS	BASE reconductible totale 1998	BASE reconductible 1998 secteur public	MASSE SALARIALE 1998 public	NOMBRE D'ETP secteur public	DOTATION valeur du point 1999 du secteur public (0,44 %)	DOTATION mesures catégorielles 1999 du secteur public (0,16 %)	
67	BAS-RHIN	23 600 218				0	0
68	HAUT-RHIN	32 569 845				0	0
	<b>1. ALSACE</b>	<b>56 170 063</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
24	DORDOGNE	9 879 149	160 367	146 000	1,00	642	234
33	GIRONDE	31 310 928	11 373 014	7 602 596	35,69	33 451	12 164
40	LANDES	4 589 498				0	0
47	LOT-ET-GARONNE	11 802 044				0	0
64	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	26 534 064				0	0
	<b>2. AQUITAINE</b>	<b>84 115 683</b>	<b>11 533 381</b>	<b>7 748 596</b>	<b>36,69</b>	<b>34 093</b>	<b>12 398</b>
3	ALLIER	8 969 751				0	0
15	CANTAL	3 420 333				0	0
43	HAUTE-LOIRE	4 118 724				0	0
63	PUY-DE-DÔME	11 483 335				0	0
	<b>3. AUVERGNE</b>	<b>27 992 143</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
21	CÔTE-D'OR	38 347 801				0	0
58	NIÈVRE	7 011 396				0	0
71	SAÔNE-ET-LOIRE	14 367 693				0	0

DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS	BASE reconductible totale 1998	BASE reconductible 1998 secteur public	MASSE SALARIALE 1998 public	NOMBRE D'ETP secteur public	DOTATION valeur du point 1999 du secteur public (0,44 %)	DOTATION mesures catégorielles 1999 du secteur public (0,16 %)	
89	YONNE	6 995 606				0	0
	<b>4. BOURGOGNE</b>	<b>66 722 496</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
22	CÔTES-D'ARMOR	9 248 258				0	0
29	FINISTÈRE	15 961 556				0	0
35	ILLE-ET-VILAINE	36 869 950				0	0
56	MORBIHAN	24 675 641				0	0
	<b>5. BRETAGNE</b>	<b>86 755 405</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
18	CHER	11 180 216				0	0
28	EURE-ET-LOIR	8 583 720				0	0
36	INDRE	5 609 295	3 082 955	2 064 210	17,00	9 083	3 303
37	INDRE-ET-LOIRE	19 538 240				0	0
41	LOIR-ET-CHER	14 396 314	2 793 090	1 841 980	9,00	8 105	2 947
45	LOIRET	12 869 405				0	0
	<b>6. CENTRE</b>	<b>72 177 190</b>	<b>5 876 045</b>	<b>3 906 190</b>	<b>26,00</b>	<b>17 188</b>	<b>6 250</b>
8	ARDENNES	11 981 629				0	0
10	AUBE	16 921 352	722 243	610 922	3,00	2 688	977
51	MARNE	18 205 109				0	0
52	HAUTE-MARNE	4 446 417				0	0
	<b>7. CHAMPAGNE-ARDENNE</b>	<b>51 554 507</b>	<b>722 243</b>	<b>610 922</b>	<b>3,00</b>	<b>2 688</b>	<b>977</b>

DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS	BASE reconductible totale 1998	BASE reconductible 1998 secteur public	MASSE SALARIALE 1998 public	NOMBRE D'ETP secteur public	DOTATION valeur du point 1999 du secteur public (0,44 %)	DOTATION mesures catégorielles 1999 du secteur public (0,16 %)	
20A	CORSE-DU-SUD	2 146 605				0	0
20B	HAUTE-CORSE	3 974 199				0	0
	<b>8. CORSE</b>	<b>6 120 804</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
25	DOUBS	18 327 527	5 389 251	3 901 547	22,00	17 167	6 242
39	JURA	4 173 646	1 348 540	892 450	5,75	3 927	1 428
70	HAUTE-SAÔNE	4 183 226				0	0
90	TERRITOIRE DE BELFORT	4 234 560				0	0
	<b>9. FRANCHE-COMTÉ</b>	<b>30 918 959</b>	<b>6 737 791</b>	<b>4 793 997</b>	<b>27,75</b>	<b>21 094</b>	<b>7 670</b>
75	PARIS	259 234 412	64 603 341	52 200 800	297,35	229 684	83 521
77	SEINE-ET-MARNE	24 761 293	1 796 832	1 324 483	4,00	5 828	2 119
78	YVELINES	41 850 652	11 795 000	8 729 700	42,00	38 411	13 968
91	ESSONNE	40 621 093				0	0
92	HAUTS-DE-SEINE	81 450 310	50 330 400	35 527 322	159,00	156 320	56 844
93	SEINE-SAINT-DENIS	57 156 422				0	0
94	VAL-DE-MARNE	54 158 901				0	0
95	VAL-D'OISE	28 671 416				0	0
	<b>10. ILE-DE-FRANCE</b>	<b>587 904 499</b>	<b>128 525 573</b>	<b>97 782 305</b>	<b>502,35</b>	<b>430 243</b>	<b>156 452</b>
11	AUDE	3 359 874				0	0
30	GARD	14 018 025				0	0

DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS	BASE reconductible totale 1998	BASE reconductible 1998 secteur public	MASSE SALARIALE 1998 public	NOMBRE D'ETP secteur public	DOTATION valeur du point 1999 du secteur public (0,44 %)	DOTATION mesures catégorielles 1999 du secteur public (0,16 %)	
34	HÉRAULT	36 205 036	1 969 296	1 423 218	8,00	6 262	2 277
48	LOZÈRE	658 030				0	0
66	PYRÉNÉES-ORIENTALES	9 985 100				0	0
	<b>11. LANGUEDOC- ROUSSILLON</b>	<b>64 226 065</b>	<b>1 969 296</b>	<b>1 423 218</b>	<b>8,00</b>	<b>6 262</b>	<b>2 277</b>
19	CORRÈZE	7 156 350	2 067 124	1 491 301	7,50	6 562	2 386
23	CREUSE	2 504 308				0	0
87	HAUTE-VIENNE	10 972 274				0	0
	<b>12. LIMOUSIN</b>	<b>20 632 932</b>	<b>2 067 124</b>	<b>1 491 301</b>	<b>7,50</b>	<b>6 562</b>	<b>2 386</b>
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	65 947 685				0	0
55	MEUSE	13 894 787	8 131 129	4 754 405	23,90	20 919	7 607
57	MOSELLE	66 201 314				0	0
88	VOSGES	11 060 533	1 752 434	498 550	5,20	2 194	798
	<b>13. LORRAINE</b>	<b>157 104 319</b>	<b>9 883 563</b>	<b>5 252 955</b>	<b>29,10</b>	<b>23 113</b>	<b>8 405</b>
9	ARIEGE	4 712 959				0	0
12	AVEYRON	812 751				0	0
31	HAUTE-GARONNE	44 822 593	11 643 644	7 948 998	43,00	34 976	12 718
32	GERS	1 663 565				0	0
46	LOT	7 177 373				0	0
65	HAUTES-PYRÉNÉES	5 457 375				0	0

DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS	BASE reconductible totale 1998	BASE reconductible 1998 secteur public	MASSE SALARIALE 1998 public	NOMBRE D'ETP secteur public	DOTATION valeur du point 1999 du secteur public (0,44 %)	DOTATION mesures catégorielles 1999 du secteur public (0,16 %)	
81	TARN	4 665 524				0	0
82	TARN-ET-GARONNE	5 052 820				0	0
	<b>14. MIDI-PYRÉNÉES</b>	<b>74 364 960</b>	<b>11 643 644</b>	<b>7 948 998</b>	<b>43,00</b>	<b>34 976</b>	<b>12 718</b>
59	NORD	129 102 306	1 318 500	1 318 500	6,00	5 801	2 110
62	PAS-DE-CALAIS	45 450 169	11 409 646	7 339 101	32,00	32 292	11 743
	<b>15. NORD - PAS-DE-CALAIS</b>	<b>174 552 475</b>	<b>12 728 146</b>	<b>8 657 601</b>	<b>38,00</b>	<b>38 093</b>	<b>13 853</b>
14	CALVADOS	22 899 584				0	0
50	MANCHE	8 959 366	2 995 091	2 581 589	10,75	11 359	4 131
61	ORNE	6 916 405				0	0
	<b>16. BASSE-NORMANDIE</b>	<b>38 775 355</b>	<b>2 995 091</b>	<b>2 581 589</b>	<b>10,75</b>	<b>11 359</b>	<b>4 131</b>
27	EURE	15 675 317				0	0
76	SEINE-MARITIME	98 904 458				0	0
	<b>17. HAUTE-NORMANDIE</b>	<b>114 579 775</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
44	LOIRE-ATLANTIQUE	53 045 877	11 773 160	8 485 449	44,10	37 336	13 577
49	MAINE-ET-LOIRE	25 302 680				0	0
53	MAYENNE	11 068 388				0	0
72	SARTHE	16 606 029				0	0
85	VENDÉE	15 790 344				0	0
	<b>18. PAYS DE LA LOIRE</b>	<b>121 813 318</b>	<b>11 773 160</b>	<b>8 485 449</b>	<b>44,10</b>	<b>37 336</b>	<b>13 577</b>

DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS	BASE reconductible totale 1998	BASE reconductible 1998 secteur public	MASSE SALARIALE 1998 public	NOMBRE D'ETP secteur public	DOTATION valeur du point 1999 du secteur public (0,44 %)	DOTATION mesures catégorielles 1999 du secteur public (0,16 %)	
2	AISNE	9 632 576				0	0
60	OISE	19 727 506				0	0
80	SOMME	22 803 838				0	0
	<b>19. PICARDIE</b>	<b>52 163 920</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
16	CHARENTE	10 586 640				0	0
17	CHARENTE-MARITIME	28 780 091				0	0
79	DEUX-SEVRES	5 940 954				0	0
86	VIENNE	14 643 840	3 115 356	2 036 585	12,07	8 961	3 259
	<b>20. POITOU-CHARENTES</b>	<b>59 951 525</b>	<b>3 115 356</b>	<b>2 036 585</b>	<b>12,07</b>	<b>8 961</b>	<b>3 259</b>
4	ALPES-DE-HAUTES- PROVENCE	2 405 115				0	0
5	HAUTES-ALPES	1 530 757				0	0
6	ALPES-MARITIMES	32 841 768				0	0
13	BOUCHES-DU-RHONE	131 954 876				0	0
83	VAR	27 951 724				0	0
84	VAUCLUSE	15 048 536				0	0
	<b>21. PACA</b>	<b>211 732 775</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1	AIN	9 489 783				0	0
7	ARDECHE	12 334 522				0	0
26	DROME	12 238 605				0	0

DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS	BASE reconductible totale 1998	BASE reconductible 1998 secteur public	MASSE SALARIALE 1998 public	NOMBRE D'ETP secteur public	DOTATION valeur du point 1999 du secteur public (0,44 %)	DOTATION mesures catégorielles 1999 du secteur public (0,16 %)	
38	ISERE	47 721 742	6 539 512	4 302 526	26,00	18 931	6 884
42	LOIRE	13 436 316				0	0
69	RHONE	96 801 874				0	0
73	SAVOIE	21 784 301				0	0
74	HAUTE-SAVOIE	17 058 384				0	0
	<b>22. RHONE-ALPES</b>	<b>230 865 527</b>	<b>6 539 512</b>	<b>4 302 526</b>	<b>26,00</b>	<b>18 931</b>	<b>6 884</b>
	<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>2 391 194 695</b>	<b>216 109 925</b>	<b>157 022 232</b>	<b>814,31</b>	<b>690 899</b>	<b>251 237</b>
96	GUADELOUPE	2 412 325				0	0
97	MARTINIQUE	0				0	0
98	GUYANE	1 020 166				0	0
99	RÉUNION	5 768 136				0	0
	SAINT-PIERRE-ET- MIQUELON	202 636				0	0
	OUTRE-MER	9 403 263	0	0	0,00	0	0
	<b>FRANCE ENTIERE</b>	<b>2 400 597 958</b>	<b>216 109 925</b>	<b>157 022 232</b>	<b>814,31</b>	<b>690 899</b>	<b>251 237</b>

## ANNEXE V

### AVENANTS AUX CONVENTIONS COLLECTIVES NATIONALES AGRÉÉS EN 1998 Branche médico-sociale UNIFED

Accord du 12 janvier 1998 relatif au développement de l'apprentissage (arrêté du 28 mai 1998).

#### Convention collective du 31 octobre 1951

Avenant n° 95-07 du 5 octobre 1995 relatif à l'emploi des travailleurs handicapés (arrêté en cours).

Avenant n° 97-07 du 26 juin 1997 relatif à la contre-visite médicale (arrêté du 10 mars 1998).

Avenant n° 97-09 du 25 novembre 1997 relatif au toilettage de la convention collective (arrêté du 3 juillet 1998).

Avenant n° 98-04 du 19 mai 1998 relatif à la valeur du point (arrêté du 3 juillet 1998).

Avenant n° 98-05 du 18 juin 1998 relatif à l'allocation de départ à la retraite (arrêté du 1er octobre 1998).

#### Convention collective du 15 mars 1966

Avenant n° 263 du 16 avril 1998 relatif à la valeur du point (arrêté du 28 mai 1998).

#### Convention collective du 26 août 1965

Avenant n° 02-98 du 6 mars 1998 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (arrêté du 28 mai 1998).

Avenant n° 03-98 du 6 mars 1998 relatif à la formation des représentants en CHSCT (arrêté du 28 mai 1998).

Avenant n° 04-98 du 6 mars 1998 relatif aux délégués du personnel (arrêté du 28 mai 1998).

Avenant n° 05-98 du 6 mars 1998 relatif aux contrôles médicaux (arrêté du 28 mai 1998).

Avenant n° 06-98 du 6 mars 1998 relatif à la valeur du point (arrêté du 1er octobre 1998).

#### Convention collective de la Croix-Rouge française

Avenant n° 97-07 du 30 octobre 1997 relatif au toilettage de la convention collective (arrêté du 28 mai 1998).

Avenant n° 98-02 du 26 mai 1998 relatif à la valeur du point (arrêté du 3 juillet 1998).

#### Convention collective de l'Association nationale de prévention de l'alcoolisme (ANPA)

Avenant n° 48 du 29 juillet 1998 relatif à la valeur du point (arrêté du 1er octobre 1998).

#### Accords applicables aux centres d'hébergement et de réadaptation sociale (SOP)

Protocole n° 129 du 9 septembre 1997 relatif à la reprise d'ancienneté (arrêté du 10 mars 1998).

## ANNEXE VI

### ELÉMENT D'UNE CONVENTION TYPE CHRS LIEUX DE VIE

Un préambule peut retracer les contacts et coopérations qui ont précédé la signature. Il peut surtout servir à rappeler les convergences pédagogiques entre les deux partenaires et notamment les droits de la personne accueillie (déplacement, visite, argent et affaires personnelles...).

**Admission.** L'admission en LVLA est faite en accord avec le CHRS et entraîne sa prise en charge financière. La durée de l'accueil doit donc être fixée au départ ainsi que les modalités de sa révision, la préparation du départ et la concertation en cas d'urgence ou d'interruption imprévue.

**Prise en charge.** Elle est, en principe, globale, au titre de l'aide sociale, sous réserve des droits « communs » dont bénéficie la personne (sécurité sociale, transferts sociaux...). Il est toutefois utile de préciser les fonctions assurées par le LVLA (services matériel et accompagnement) ainsi que son recours éventuel au CHRS (ateliers...) ou à d'autres institutions (école, ANPE, etc.).

**Budget.** Le montant et le règlement du financement de l'accueil par le CHRS doivent être précisément définis ainsi que l'éventuelle participation financière de la personne accueillie.

**Concertation.** Le principe et les modalités des échanges d'information entre CHRS et LVLA doivent être définis ainsi que les éventuelles décisions communes (prolongement ou interruption de séjour, réorientation...).

Il est indispensable de prévoir également les modalités d'éventuels bilans et contrôles effectués en commun par le CHRS ou par la DDASS.

**Durée de la convention.** Elle est égale à la durée du séjour de la personne accueillie ; il est sans doute utile de prévoir le principe et les modalités d'une éventuelle rupture anticipée par l'une des parties, avec un préavis (au moins égal à un mois).

**Signatures.** Ce sont d'abord celles des représentants des deux contractants, CHRS et LVLA. Options complémentaires possible : cosignature de la DDASS et/ou de la personne accueillie (certains préfèrent que cette personne signe son contrat d'accueil ou l'éventuel « règlement intérieur » du LVLA).

Ces propositions visent le cas d'une convention faite pour l'accueil d'une personne. Le cas de la convention permanente, faite pour plusieurs accueils successifs, nécessiterait quelques aménagements non abordés ici.